

Interview croisée

Médecine du futur: ce qu'espèrent et redoutent deux élu-es vaudois

*Les choix politiques d'aujourd'hui dessineront les contours de la médecine de demain. Nous avons demandé à deux député-es au Grand Conseil vaudois, **Géraldine Dubuis (Les Vert-e-s)** et **Fabrice Moscheni (UDC)**, de se projeter dans cet avenir incertain. Entre scénarios d'alerte et visions idéales, leurs réponses esquissent les possibles trajectoires du système de santé.*

Vous vous réveillez en 2050. À quoi ressemble le système de santé vaudois ?

Géraldine Dubuis : La santé est un luxe : les primes ont explosé, la prévention a été négligée et les inégalités sociales et environnementales pèsent lourdement sur la santé. La pénurie de personnel soignant fragilise les prises en charge, et l'accès aux soins dépend de plus en plus du revenu.

Fabrice Moscheni : Le système de santé permet de mieux soigner, mais coûte trop cher. Sans réforme, primes, pénurie et bureaucratie étouffent le système. Nous avons davantage de médecine et de technologie, mais aussi plus de coûts, plus de centralisation et un accès plus difficile aux soins. Le constat : un système performant, mais financièrement asphyxiant.



Fabrice Moscheni (Christophe Senehi)

Comment les patient-es entrent-ils/elles dans le système de soins ?

F.M. : Les patient-es commencent généralement leur parcours de soins avec une intelligence artificielle de triage, qui les oriente vers un-e professionnel-le de référence. Le rôle du/de la médecin de famille reste toutefois central pour les situations complexes et le suivi humain. Ce modèle suppose des choix politiques favorisant l'innovation et une certaine ouverture à la concurrence.

G.D. : On peut déplorer que le premier contact passe par une plateforme numérique ou un système de triage opéré par l'intelligence artificielle (IA). Les soins reposent sur des équipes de proximité travaillant en réseau :

médecins de famille, personnel infirmier et thérapeutes. Les choix politiques auraient dû permettre de renforcer des soins coordonnés centrés sur les patient-es plutôt que sur la logique de marché.

Quel événement aura le plus transformé le système ?

G.D. : La pénurie de personnel soignant, combinée aux crises climatiques, aura été déterminante. Elle aura mis en évidence que la santé dépend aussi des conditions sociales et environnementales. Cela devrait conduire à investir aujourd'hui massivement dans une amélioration des conditions de travail, la prévention, la formation et un financement plus solidaire du système.

F.M. : Le grand basculement viendra d'une double pression : le vieillissement massif de la population et la pénurie de soignant-es. Cette tension imposera l'automatisation, l'intelligence artificielle et une réorganisation profonde du système, bien davantage qu'une réforme idéologique venue d'en haut.

Selon vous, quel sera le rôle du médecin en 2050 ?

F.M. : Le médecin restera une figure centrale, mais son métier évoluera profondément: moins d'administratif, davantage de supervision, de décision et de relation humaine. La profession devra être revalorisée, faute de quoi la Suisse manquera durablement de médecins et peinera à susciter des vocations.

G.D. : Le médecin continuera d'incarner le point de contact principal, mais travaillera davantage en équipe interprofessionnelle. Son autonomie ne sera pas remise en question, mais son activité s'inscrira dans une collaboration renforcée, en réseau. Le rôle des médecins de premiers recours se verra aussi renforcé et mieux valorisé financièrement.

Quel est votre scénario idéal pour 2050 ?

G.D. : La santé repose d'abord sur la prévention : faire le choix favorable à la santé devient le plus simple et le moins cher. Les soins sont accessibles et garantis à toutes et tous grâce à un financement solidaire et à des structures de proximité. Les patient-es sont pleinement partenaires et impliqués dans leur parcours de soins.

F.M. : Dans le meilleur des cas, on soigne plus tôt, mieux et à moindre coût. L'IA automatise le tri, les tâches administratives et une partie du suivi. Les progrès médicaux permettent de mieux vieillir. L'État fixe les règles, tandis que des actrices et acteurs innovant-es rendent le système plus efficace et plus souple.

À l'inverse, à quoi ressemblerait le pire scénario possible ?

F.M. : Le scénario noir est celui d'un système trop cher, trop lent et trop centralisé : pénurie de médecins, rationnement implicite, ruptures de médicaments et explosion des primes. À force de freiner l'innovation et les acteurs privés, on aboutit à une médecine à deux vitesses, avec un accès réduit pour une partie de la population.

G.D. : Les crises se cumulent : pénurie massive de personnel soignant, ruptures de médicaments, augmentation des maladies non transmissibles, explosion des coûts et primes devenues insoutenables pour la population. Le système devient toujours plus inaccessible. Résultat : de plus en plus de personnes renoncent aux soins, les inégalités de santé se creusent et les conditions de travail du personnel continuent de se dégrader.

Quelle décision faut-il prendre dès aujourd'hui pour concrétiser votre vision idéale ?

G.D. : Faire de la santé un véritable bien public. Cela doit passer par l'adoption d'une loi fédérale agissant sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé, et par un renforcement de la prévention. Il conviendrait aussi d'investir massivement dans la formation, la valorisation et les conditions de travail des professionnel·les du domaine. La pénurie de personnel actuelle est un signal d'alarme majeur: un changement de paradigme est nécessaire.

F.M. : La décision clé en 2026 consisterait à lancer une véritable transformation de productivité du système de santé : simplification, numérisation, recours à l'IA, allègement administratif et ouverture à l'innovation privée. Le principal signal d'alerte est clair : les coûts augmentent plus vite que notre capacité à les financer.



Propos recueillis par Svenn Moretti